

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté du 19 août 2005 définissant les modalités de destruction d'oiseaux de l'espèce *Phalacrocorax carbo sinensis* pour les saisons d'hivernage 2005-2006 et 2006-2007

NOR : DEVN0540300A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche et la ministre de l'écologie et du développement durable,
Vu la directive n° 79/409/CEE du 2 avril 1979 modifiée concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 411-1, L. 411-2, L. 431-6 et R. 411-1 à R. 411-14 ;

Vu l'arrêté du 17 avril 1981 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire, notamment son article 2 ;

Vu l'avis du Conseil national de la protection de la nature en date du 19 août 2005 ;

Considérant qu'il n'existe pas d'autres moyens de prévenir les dégâts dus au grand cormoran (*Phalacrocorax carbo sinensis*) sur les piscicultures extensives en étangs ;

Considérant les risques présentés par la prédation du grand cormoran (*Phalacrocorax carbo sinensis*) pour des populations de poissons menacées,

Arrêtent :

I. – Prévention des dégâts sur les piscicultures extensives en étangs

Art. 1^{er}. – Pour prévenir des dégâts aux piscicultures extensives en étangs, les préfets des départements dont la liste figure dans l'annexe 1 au présent arrêté sont, à leur demande, autorisés à délivrer des autorisations individuelles de destruction par tir de spécimens de l'espèce *Phalacrocorax carbo sinensis*, dans les zones de pisciculture extensives en étangs et sur les eaux libres périphériques dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2. – Sont considérées comme piscicultures les exploitations telles que définies à l'article L. 431-6 du code de l'environnement.

Art. 3. – Les territoires sur lesquels des autorisations peuvent être délivrées sont délimités par arrêté préfectoral pris après avis du comité départemental de suivi au vu, notamment, des dégâts de cormorans enregistrés au cours des saisons précédentes.

Art. 4. – Les autorisations préfectorales individuelles de destruction sur les piscicultures extensives en étang ne peuvent être délivrées qu'aux exploitants de piscicultures extensives et/ou à leurs ayants droit.

Art. 5. – Les bénéficiaires d'autorisation doivent respecter les règles ordinaires de la police de la chasse, notamment être munis de leur permis de chasser valide pour la saison cynégétique.

Les tirs ne sont autorisés que le jour, soit durant la période qui commence une heure avant le lever du soleil au chef-lieu du département et finit une heure après son coucher.

Les tirs dans les secteurs d'eau libre périphériques peuvent intervenir jusqu'à 100 mètres des rives du cours d'eau ou du plan d'eau. En fonction des situations et des circonstances particulières au voisinage des piscicultures, cette limite peut être reportée à l'initiative du préfet, dans le respect des zones de protection existantes.

Art. 6. – Les prélèvements sont effectués dans la limite du quota départemental indiqué dans l'annexe 1 du présent arrêté.

Art. 7. – Les bénéficiaires d'autorisation rendent compte du lieu et du nombre d'oiseaux détruits selon les modalités et la périodicité arrêtées par le préfet.

A défaut de la transmission au préfet d'un compte rendu annuel par le bénéficiaire de l'autorisation, il ne peut être délivré de nouvelle autorisation pour l'année suivante.

Art. 8. – Les autorisations préfectorales individuelles sont présentées à toute réquisition des services de contrôle.

II. – Opérations en eau libre au profit de populations de poissons menacées

Art. 9. – Les préfets des départements sont autorisés à faire procéder, dans les conditions fixées dans le présent arrêté, à des opérations de destruction de grands cormorans (*Phalacrocorax carbo sinensis*) sur les sites où la prédation de grands cormorans présente des risques pour des populations de poissons menacées.

Art. 10. – Les sites d'intervention sont délimités par arrêté préfectoral pris après avis du comité départemental de suivi.

Art. 11. – Les personnes procédant aux tirs doivent respecter les règles ordinaires de la police de chasse, notamment être munies de leur permis de chasser valide pour la saison cynégétique.

Les tirs sont organisés par des agents assermentés mandatés à cette fin par le préfet. Les tirs sont réalisés jusqu'à 100 mètres des rives du cours d'eau ou du plan d'eau. En fonction des situations et des circonstances particulières, cette limite peut être reportée à l'initiative du préfet, dans le respect des zones de protection existantes.

Art. 12. – Chaque opération de tir fait l'objet d'un compte rendu adressé au préfet.

Art. 13. – Le nombre maximal d'oiseaux susceptibles d'être détruits par département est limité à 100, sauf pour les départements mentionnés dans l'annexe n° 2 du présent arrêté. Ce nombre s'ajoute, le cas échéant, au quota départemental mentionné à l'article 6 du présent arrêté.

III. – Dispositions communes

Art. 14. – Les tirs peuvent être effectués dans la période comprise entre la date d'ouverture de la chasse pour l'ensemble des espèces de gibier d'eau sur tous les territoires définis à l'article L. 424-6 du code de l'environnement et le dernier jour de février.

Si des opérations d'alevinage ou de vidange interviennent au-delà de cette date, la période d'autorisation de tir sur les seules piscicultures extensives en étang peut être prolongée par décision du préfet jusqu'à la date de la fin de ces opérations sans pouvoir toutefois dépasser le 31 mars, les tirs sur les sites de nidification des oiseaux d'eau étant alors évités.

Dans les départements d'Indre-et-Loire, de Loir-et-Cher, du Loiret, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle, de la Vendée, de l'Ain, de la Loire et du Territoire de Belfort, lorsqu'un alevinage ou une vidange tardive est réalisé au cours du mois d'avril, des autorisations de tirs peuvent être accordées jusqu'au 30 avril, sur demande motivée des exploitants de piscicultures, sous réserve que ces exploitants s'engagent à ne réaliser aucun effarouchement sonore à l'aide de canons à gaz au cours du mois d'avril, les tirs sur les sites de nidification des autres espèces d'oiseaux d'eau étant évités.

Art. 15. – Les tirs sont suspendus une semaine avant les opérations de dénombrement national du grand cormoran et autres oiseaux d'eau dont les dates sont communiquées aux préfetures.

Art. 16. – Les bagues récupérées sur les oiseaux tirés sont adressées à un service désigné par le préfet.

Art. 17. – Un compte rendu, assorti de l'avis du comité départemental de suivi, est adressé par le préfet au Conseil supérieur de la pêche au plus tard le 30 mai de chaque année, selon le modèle figurant à l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 18. – La directrice générale de l'alimentation, le directeur de la nature et des paysages et les préfets de département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 août 2005.

*La ministre de l'écologie
et du développement durable,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de la nature
et des paysages,
J.-M. MICHEL*

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Pour le ministre et par délégation :

*Par empêchement de la directrice générale
de l'alimentation :*

*L'inspecteur en chef
de la santé publique vétérinaire,*

O. FAUGÈRE

ANNEXE 1

DE L'ARRÊTÉ DÉFINISSANT LES MODALITÉS ANNUELLES DE DESTRUCTION D'OISEAUX DE L'ESPÈCE
PHALACROCORAX CARBO SINENSIS POUR LES SAISONS D'HIVERNAGE 2005-2006 ET 2006-2007

Quotas départementaux de tirs sur piscicultures et eaux libres périphériques

RÉGION	NUMÉRO département	DÉPARTEMENT	QUOTA AUTORISÉ
Alsace.....	67	Bas-Rhin	100
Alsace.....	68	Haut-Rhin	150
Aquitaine.....	24	Dordogne	70
Aquitaine.....	47	Lot-et-Garonne	50
Auvergne.....	3	Allier	500
Auvergne.....	63	Puy-de-Dôme	300
Basse-Normandie.....	61	Orne	20
Bourgogne.....	21	Côte-d'Or	220
Bourgogne.....	58	Nièvre	400
Bourgogne.....	71	Saône-et-Loire	600
Bourgogne.....	89	Yonne	250
Bretagne.....	35	Ille-et-Vilaine	50
Centre.....	18	Cher	370
Centre.....	28	Eure-et-Loir	180
Centre.....	36	Indre	2 700
Centre.....	37	Indre-et-Loire	850
Centre.....	41	Loir-et-Cher	1 500
Centre.....	45	Loiret	1 000
Champagne-Ardenne.....	8	Ardennes	10
Champagne-Ardenne.....	10	Aube	250
Champagne-Ardenne.....	51	Marne	300
Champagne-Ardenne.....	52	Haute-Marne	20
Franche-Comté.....	39	Jura	65
Franche-Comté.....	70	Haute-Saône	100
Franche-Comté.....	90	Territoire de Belfort	330
Haute-Normandie.....	27	Eure	50
Languedoc-Roussillon.....	11	Aude	100
Languedoc-Roussillon.....	30	Gard	200
Languedoc-Roussillon.....	66	Pyrénées-Orientales	100
Limousin.....	23	Creuse	120
Limousin.....	87	Haute-Vienne	100
Lorraine.....	54	Meurthe-et-Moselle	900
Lorraine.....	55	Meuse	150
Lorraine.....	57	Moselle	1 280
Lorraine.....	88	Vosges	30
Midi-Pyrénées.....	9	Ariège	50
Midi-Pyrénées.....	46	Lot	100
Midi-Pyrénées.....	82	Tarn-et-Garonne	80
Nord - Pas-de-Calais.....	59	Nord	50
Pays de la Loire.....	44	Loire-Atlantique	500
Pays de la Loire.....	49	Maine-et-Loire	300
Pays de la Loire.....	53	Mayenne	100
Pays de la Loire.....	72	Sarthe	50
Pays de la Loire.....	85	Vendée	800
Picardie.....	80	Somme	50
Poitou-Charente.....	16	Charente	80
Poitou-Charente.....	79	Deux-Sèvres	150
Poitou-Charente.....	86	Vienne	200
Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	13	Bouches-du-Rhône	180
Rhône-Alpes.....	1	Ain	3 200
Rhône-Alpes.....	38	Isère	50
Rhône-Alpes.....	42	Loire	1 400
Rhône-Alpes.....	69	Rhône	400
Rhône-Alpes.....	74	Haute-Savoie	20
Total.....			21 175

ANNEXE 2

DE L'ARRÊTÉ DÉFINISSANT LES MODALITÉS ANNUELLES DE DESTRUCTION D'OISEAUX DE L'ESPÈCE *PHALACROCORAX CARBO SINENSIS* POUR LES SAISONS D'HIVERNAGE 2005-2006 ET 2006-2007

Quotas départementaux de tirs supérieurs à 100 individus sur eaux libres

RÉGION	NUMÉRO département	DÉPARTEMENT	QUOTA AUTORISÉ
Alsace.....	67	Bas-Rhin	250
Alsace.....	68	Haut-Rhin	250
Aquitaine.....	64	Pyrénées-Atlantiques	200
Aquitaine.....	24	Dordogne	200
Aquitaine.....	40	Landes	450
Aquitaine.....	47	Lot-et-Garonne	350
Auvergne.....	3	Allier	300
Auvergne.....	43	Haute-Loire	200
Auvergne.....	63	Puy-de-Dôme	200
Bourgogne.....	58	Nièvre	600
Centre.....	18	Cher	330
Centre.....	28	Eure-et-Loir	160
Centre.....	37	Indre-et-Loire	650
Centre.....	41	Loir-et-Cher	150
Centre.....	45	Loiret	450
Champagne-Ardenne.....	8	Ardennes	400
Champagne-Ardenne.....	51	Marne	150
Champagne-Ardenne.....	52	Haute-Marne	200
Franche-Comté.....	25	Doubs	300
Franche-Comté.....	39	Jura	220
Franche-Comté.....	70	Haute-Saône	150
Haute-Normandie.....	27	Eure	250
Haute-Normandie.....	76	Seine-Maritime	150
Languedoc-Roussillon.....	30	Gard	200
Languedoc-Roussillon.....	34	Hérault	180
Lorraine.....	54	Meurthe-et-Moselle	200
Lorraine.....	55	Meuse	320
Lorraine.....	57	Moselle	390
Lorraine.....	88	Vosges	310
Midi-Pyrénées.....	9	Ariège	150
Midi-Pyrénées.....	12	Aveyron	250
Midi-Pyrénées.....	31	Haute-Garonne	500
Midi-Pyrénées.....	46	Lot	150
Midi-Pyrénées.....	65	Hautes-Pyrénées	200
Midi-Pyrénées.....	82	Tarn-et-Garonne	300
Pays de la Loire.....	49	Maine-et-Loire	300
Pays de la Loire.....	85	Vendée	200
Picardie.....	2	Aisne	120
Poitou-Charente.....	86	Vienne	130
Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	13	Bouches-du-Rhône	150
Rhône-Alpes.....	1	Ain	400
Rhône-Alpes.....	7	Ardèche	150
Rhône-Alpes.....	26	Drôme	150
Rhône-Alpes.....	38	Isère	150
Rhône-Alpes.....	74	Haute-Savoie	130
Total.....			11 590

ANNEXE 3

DE L'ARRÊTÉ AUTORISANT LA DESTRUCTION D'OISEAUX
DE L'ESPÈCE *PHALACROCORAX CARBO SINENSIS*

Compte rendu annuel d'exécution par le département de
(saison 2005-2006 - saison 2006-2007)

1. Type d'intervention autorisée :

- en secteur d'eau libre :
- en pisciculture extensive en étang et en eaux libres périphériques :
- 2. Nombre d'oiseaux à détruire autorisé en secteur d'eau libre :
.....
- Nombre d'oiseaux autorisé en piscicultures et eaux libres périphériques :
- 3. Effectif de cormorans recensés et éléments d'évolution par rapport
au précédent recensement (préciser le mode de recensement) :
- 4. Evolution du nombre de dortoirs et éléments de comparaison avec la saison précédente :
- 5. Indice de nidification :
- 6. Nombre global d'oiseaux abattus et taux de réalisation par rapport au quota ouvert :
 - en secteur d'eau libre :
 - en pisciculture extensive en étang et en eaux libres périphériques :
- 7. Evolution des activités piscicoles et des activités halieutiques :
- 8. Appréciation sur l'efficacité du plan de gestion :
- 9. Proposition d'évolution du dispositif (y compris quotas) :
.....
- 10. Etudes réalisées et autres observations :

A renvoyer au Conseil supérieur de la pêche, immeuble le Péricentre, 16, avenue Louison-Bobet,
94120 Fontenay-sous-Bois.